



« Je vote culture » – même quand il n’y a pas d’élection (I) D’une ville à l’autre, de communes conditions de travail

À l’occasion des élections communales et provinciales d’octobre 2012, l’Association professionnelle des métiers de la création a mené une vaste campagne de sensibilisation centrée tout à la fois sur la place de la culture dans le développement local et sur le rôle que les politiques locales peuvent jouer en faveur du secteur culturel et créatif.

Cette campagne s’est notamment concrétisée par l’organisation de débats réunissant, dans différentes villes de Wallonie, mais aussi à Bruxelles (commune de Saint-Gilles) et à Anvers, des candidats de différents partis.

Ces manifestations publiques ont été préparées par une série de rencontres avec des acteurs culturels locaux (artistes, techniciens, enseignants dans des écoles d’art, porteurs de projets...), rencontres destinées à cerner les réalités de leur terrain en matière de politique culturelle. Il s’agissait aussi de dégager collectivement des thèmes de réflexion pour aboutir à la formulation de questions à poser aux candidats.

Quels enseignements peut-on tirer de cette opération ? D’une ville à l’autre, il est aisé de mettre en évidence quelques thématiques communes.

L’opération « Je vote culture » aura su saisir, dans le rendez-vous offert par le scrutin local d’octobre 2012, une occasion de se déployer en dizaines de débats, en public ou en comité restreint, mettant en question les politiques culturelles menées par les communes ou les provinces. Ces discussions parfois animées et chargées d’acidité critique, toujours foisonnantes et soutenues par la lucidité de l’expérience, auront permis de faire émerger une série d’instantanés de problèmes qui concernent directement les professionnels de la création culturelle dans le quotidien de leur travail.

À L’OMBRE

Le premier constat qui pourrait s’imposer à celui qui aurait eu la chance de passer d’une ville (wallonne) à l’autre pour participer à plusieurs débats : les opérateurs culturels qui se retrouvaient autour de la table vivaient et travaillaient la plupart du temps à l’ombre. Celle portée par les grands – des institutions telles que le Manège à Mons¹ ou le Théâtre Royal à Namur. Ces opérateurs importants concentrent pas mal de subsides publics². Ils influent parfois bien davantage sur le secteur que l’échevinat de la culture lui-même – infiniment moins bien doté financièrement.

¹ Le Manège perçoit, de la Fédération Wallonie-Bruxelles, 5 392 000 euros de subvention annuelle, auxquels s’ajoutent un million d’euros octroyés par la Ville de Mons. Une telle masse financière confère quasi automatiquement un poids considérable en matière de politique culturelle.

² Si l’on compare avec ce qui se passe ailleurs, l’importance des subventions accordées par la Fédération Wallonie-Bruxelles apparaît très relative. Par exemple, en France, la seule Comédie française dispose d’un budget de 34,17 millions d’euros ; la subvention de l’État représente 72 % des recettes.

À comparer avec le budget global du service théâtre à la FVB, qui atteignait en 2012 un montant à peine plus élevé : 39 758 000 € dont :

- 4 127 000 € pour le Théâtre pour l’enfance et la jeunesse
- 33 397 000 € pour le Théâtre adulte professionnel, (dont 6 516 000 € pour le Théâtre National de la Communauté française, 1 230 000 € pour l’aide à la création et 1 677 000 € pour le Théâtre-action)
- 677 000 € pour le Théâtre non professionnel et dialectal.

(Source : <http://www.artscene.cfwb.be/index.php?id=7457>, consulté le 20 novembre 2012)

L'ombre de ces grands opérateurs devrait s'envisager également en termes conceptuels : dans ces hauts lieux de l'art se déploie une certaine conception de la culture, quelque part entre spectacle imposant et programmation élitiste, qui n'inclut que très peu les réalités esthétiques et matérielles propre aux réseaux de petits et moyens producteurs locaux. Les élus communaux ne se départissent que très rarement de cette vision d'une culture qui serait essentiellement l'affaire de vaisseaux de taille – forcément guidés par de grands capitaines. Quand la réalité du milieu créatif local apparaît presque toujours comme infiniment plus équilibrée.

Autre ombre portée sur les professionnels de la création, celle du patrimoine. Dans une ville comme Tournai, par exemple, la visibilité politique des artistes d'aujourd'hui n'atteint jamais celle des clocher du XIII^e siècle. Derrière cette difficulté, on voit rapidement apparaître le triangle magique (présent dans presque tous les programmes politiques) : Patrimoine – Tourisme – Déploiement Économique. Si on transforme ce triangle, c'est pour en faire un quadrilatère qui intègre un pôle événementiel – dont on risque fort de confier le développement stratégique à un des gros opérateurs dont nous avons parlé ci-dessus.

ET DANS L'ANGLE MORT

En plus de vivoter à l'ombre de ces opérateurs prestigieux de leur secteur d'activité et des monuments historiques, les petits opérateurs culturels doivent aussi composer avec le fait qu'ils se retrouvent dans une sorte d'angle mort de la pensée économique – et notamment celle des élus locaux. En 2012, alors qu'un nombre déjà considérable d'ouvrages remarquables ont été composés pour tenter de comprendre ce qui caractérise ce qu'on y nomme *le capitalisme cognitif* ou encore *la société de la connaissance et de l'information*, force est de reconnaître, en assistant aux débats entre candidats aux élections communales organisés dans le cadre de « Je vote culture », que les responsables politiques continuent de penser la position de l'artiste et du créateur dans l'économie de manière très largement datée – et donc proprement irréaliste.

Les métiers de la création s'envisagent alors comme un réservoir où aller puiser pour promouvoir l'image de la ville au travers d'événements de prestige de plus ou moins grande ampleur ou de campagnes de communication plus ou moins bien orchestrées. La participation des opérateurs culturels qui travaillent sur le terrain au développement de la ville et des communautés qui l'habitent se trouve ainsi réduite, quasi systématiquement, à une vision qui ne parvient jamais à inclure la production de sens, de symboles et de liens entre individus. Il s'agit pourtant d'un travail fondamental aujourd'hui, tant au niveau social qu'économique, alors que le capitalisme est désormais qualifié de cognitif ou encore de culturel. De trop nombreux politiques continuent d'ignorer pratiquement cet état de fait.

TRAVAILLER DANS SA CUISINE

La méconnaissance de la dimension économique du travail culturel explique peut-être, en partie, la récurrence du problème du manque d'espace de création. À Namur, un intervenant résumait la situation ainsi : « Ici, il y a beaucoup de monde qui crée, beaucoup. Mais ils le font le plus souvent dans leur cuisine, leur salon ou même leur cave. Enfin quand c'est possible. » De Tournai à Liège, la clameur est unanime : « Des locaux, on veut des locaux ! » – pour répéter, sculpter, se réunir, méditer, faire du bruit... Dans la Cité ardente, d'ailleurs, on constate une disparition inquiétante des petits lieux qui accueillent concerts et soirées dansantes. Problème de taille, les autorités communales percevraient chez les Liégeois une volonté significative de dormir tranquille – même en plein centre ou dans les quartiers traditionnellement très dynamiques au plan culturel.

Mais on n'a pas encore cité le nom de Charleroi. Là-bas, le secteur culturel attend un peu Paul Magnette. Ce dernier a déclaré vouloir, si il était élu bourgmestre, prendre également la compétence de la culture dans ses attributions parce qu'il affirmait vouloir en faire un axe stratégique du redéploiement de la ville³. Parmi les opérateurs locaux, il y a évidemment des optimistes et des pessimistes – tout ce qu'on peut constater, c'est qu'à l'heure actuelle il ne saurait y avoir que des intentions : pour les effets, il faudra encore attendre. Ce que les pessimistes affirment d'ailleurs faire depuis plusieurs dizaines d'années...

EN QUÊTE DE RECONNAISSANCE

Et lorsque, en conclusion, des professionnels du secteur culturel organisent des débats entre candidats aux communales, les discussions semblent parfois abstraites, les réponses échouant trop souvent à côté de la plaque. Au-delà de la « traditionnelle » langue de bois communicationnelle, il faudrait peut-être voir dans cette rencontre un peu manqué, l'illustration du degré de méconnaissance que les politiques semblent avoir des réalités productives les plus triviales et quotidiennes des créateurs vivant et travaillant sur le territoire qu'ils envisagent d'administrer. Cette distance contribue à faire de bon nombre d'artistes des incompris politiques – une position qu'ils n'ont pas forcément l'intention de continuer à occuper.

GRÉGORY PASCON

SOURCES

SMartBe, *6 objectifs pour la culture et les métiers de la création*, Bruxelles, Ed. Association Professionnelles des Métiers de la Création.

SMartBe, Présentation de l'opération « Je vote culture », mise en ligne mardi 24 juillet 2012 :

<http://www.smartbe.be/fr/link/1232/2a0557>

SMartBe, Campagne « je vote culture » : bilan et perspectives, mise en ligne vendredi 12 octobre 2012

Véronique Lamquin, « Oui, je prends un risque ». Entretien avec Paul Magnette, *Le Soir*, samedi 25 août 2012.

Comédie française, « Chiffres clés » :

<http://www.comedie-francaise.fr/la-comedie-francaise-aujourd'hui.php?id=493>

Fédération Wallonie-Bruxelles, Service général des arts de la scène,

<http://www.artscene.cfwb.be/index.php?id=7457>

³ *Le Soir*, samedi 25 août 2012.